



Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires

Direction Générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités

**Marché public relatif à la conception, la
mise en service, l'exploitation, la
commercialisation et le maintien en
conditions opérationnelles et de sécurité du
Service Numérique Multimodal Titre Unique
(SNMTU) pour les phases d'expérimentation
et de passage à l'échelle du projet Titre
Unique**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Numéro de consultation : DGITM-SDMINT-02-2024

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Date limite de remise des offres : le 19 août 2024 à 12 h

Table des matières

Article 1 - ACHETEUR.....	3
Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 Objet de la consultation.....	4
2.2 Type de marché.....	4
2.3 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés).....	5
Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
3.1 Procédure de passation.....	5
3.2 Allotissement.....	5
3.3 Forme du marché.....	5
3.4 Durée du marché.....	6
3.5 Lieux d'exécution.....	6
3.6 Variantes obligatoires.....	6
3.7 Variantes à l'initiative des soumissionnaires.....	6
3.8 Prestations supplémentaires éventuelles.....	7
3.9 Considérations sociales.....	7
3.10 Considérations environnementales.....	7
3.11 Traitement de données à caractère personnel.....	7
3.12 Secret des affaires.....	8
Article 4 - INFORMATION DES CANDIDATS.....	9
4.1 Contenu des documents de la consultation.....	9
4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques.....	9
4.3 Echanges électroniques relatifs à la présente consultation.....	12
Article 5 - CANDIDATURE.....	13
5.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance.....	13
5.2 Motifs d'exclusion.....	13
5.3 Présentation de la candidature.....	14
5.4 Niveaux minimaux de participation.....	15
5.5 Tâches essentielles.....	15
5.6 Examen des candidatures.....	15
5.7 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs.....	15
5.8 Vérification des motifs d'exclusion.....	16
5.9 Dispositions spéciales relatives à l'IMPI.....	16
Article 6 - OFFRE.....	16
6.1 Présentation de l'offre.....	16
6.2 Examen des offres.....	17
6.3 Critères d'attribution.....	17
6.4 Méthode de notation des offres.....	19
6.5 Durée de validité des offres.....	20
6.6 Audition des soumissionnaires.....	20
Article 7 - ATTRIBUTION DU MARCHE.....	20
7.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve.....	21
7.2 Interdiction d'attribution.....	22
7.3 Mise au point.....	22
7.4 Signature du marché.....	22
Article 8 - LANGUE.....	22
Article 9 - CONTENTIEUX.....	23
Article 10 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	23
10.1 Généralités.....	23

10.2 Signature électronique.....	23
10.3 Rematéralisation et signature du marché.....	24
Article 11 - AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE	25

Article 1 - ACHETEUR

Pouvoir adjudicateur	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires (MTECT) Direction Générale des Infrastructures des Transports et des Mobilités (DGITM) Sous Direction Multimodalité, Innovation, Numérique et Territoires (SDMINT)
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia 1 Place Carpeaux 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Monsieur Rodophe GINTZ, directeur général des infrastructures, des transports et des mobilités ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	La Sous Direction Multimodalité, Innovation, Numérique et Territoires (SDMINT) : Mélanie VERGNON, Sous-directrice Pierre-Yves APPERT, Adjoint à la sous-directrice Patrick GENDRE, Adjoint à la sous-directrice de la MINT, chef du pôle Numérique Jean SENG, Directeur de projet transformation numérique Mélanie VEISSIER, Cheffe de projet billettique multimodale unifiée (MINT3) (suivi de l'exécution technique) Estelle Sturtzer, Cheffe du pôle Stratégie et Partenariats (MINT 4) (suivi de l'exécution budgétaire)
Courriels	melanie.vergnon@developpement-durable.gouv.fr pierre-yves.appert@developpement-durable.gouv.fr patrick.gendre@developpement-durable.gouv.fr jean.seng@developpement-durable.gouv.fr melanie.veissier@developpement-durable.gouv.fr estelle.sturtzer@developpement-durable.gouv.fr

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 *Objet de la consultation*

Le présent marché a pour objet :

- 1) la mise en œuvre de l'expérimentation du Service Numérique Multimodal Titre Unique (SNM TU), permettant notamment la distribution et l'usage de titres de transport depuis une application nationale expérimentale.
- 2) la construction et l'exploitation de l'expérimentation d'une plateforme nationale d'interopérabilité et notamment un outil de distribution des titres de transport dans un format normalisé et une chambre de reversement des recettes nationale. Cet outil de distribution doit pouvoir être utilisé par l'application nationale mentionnée au point 1, mais également par d'autres applications de mobilité, et permettre la définition et/ou l'expérimentation d'un format normalisé d'interface de distribution. La distribution des titres doit :
 - a. soit pouvoir être entièrement gérée par la solution construite par le titulaire du marché,
 - b. soit s'appuyer sur des outils de distribution numériques mis en œuvre par différents territoires (ex. outil de distribution déjà existant et utilisé par un réseau à l'échelle locale, régionale ou nationale).

La chambre de reversement des recettes nationale a pour vocation à répartir les recettes publiques ou privées auprès des bénéficiaires (AOM ou leurs exploitants) selon les règles de répartition en vigueur. Cette dernière pourra s'appuyer sur les chambres de reversement de recettes régionales ou locales pour tenir compte des travaux existants.

Il est attendu des soumissionnaires une solution modulaire et évolutive, pouvant être enrichie en cours de marché afin d'atteindre progressivement le périmètre du régime nominal via des bons de commande, en tenant compte des développements déjà effectués précédemment.

Les principales prestations attendues dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

- La gestion de projet ;
- La conception et la réalisation d'une plateforme nationale d'interopérabilité pour la distribution des titres de transport et le reversement des recettes ;
- La conception et la mise en service du SNM TU ;
- La commercialisation de l'offre de mobilité postpayée TU et des titres des réseaux partenaires et l'assistance aux usagers du SNM TU ;
- L'exploitation de la plateforme nationale d'interopérabilité et du SNM TU ;
- La réalisation d'évolutions de la plateforme nationale d'interopérabilité et du SNM TU à travers la commande d'unités d'œuvre via des bons de commande.
- Le transfert de compétences vers un repreneur à l'issue du marché dans le cadre d'un plan de transférabilité ou de réversibilité ;

2.2 Type de marché

Le présent marché public est un marché de services. Ce marché public se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, paru au JO du 1er avril 2021.

2.3 Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Les numéros de référence à la nomenclature CPV sont les suivants:

Code CPV principal : 72422000: Services de développement des applications serveur internet ou intranet (code GM principal: 33.04.06: Forfait de développement)

Codes CPV secondaires

Nature des prestations	Code CPV
Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui	72000000-5
Service de développement de logiciels personnalisés	72230000-6
Services de maintenance et de réparation de logiciels	72267000-4
Services d'aide aux utilisateurs	72253100-4
Services de conseils financiers, services de traitement des transactions financières et services de chambres de compensation	66170000-2

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

Le marché public est un marché à tranches comportant une tranche ferme et quatre tranches optionnelles. Le marché public est passé selon la procédure formalisée, appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

3.2 Allotissement

Le marché public n'est pas alloti conformément à l'article L.2113-11, 2° du code de la commande publique. En effet, l'allotissement n'est pas souhaitable compte tenu de la grande complexité de l'opération. En outre, le projet nécessite une compréhension approfondie du contexte global afin d'assurer une cohérence et l'alignement avec les objectifs stratégiques du projet.

3.3 *Forme du marché*

Le marché public est un marché à tranches. Il comporte une tranche ferme et quatre tranches optionnelles suivantes:

Tranche Ferme (TF)	Conception et mise en service du SNM TU sur un premier périmètre de services de mobilités incluant la souscription à une offre de mobilité avec paiement à l'usage ; Conception et la mise en service d'une plateforme nationale d'interopérabilité pour la distribution de titres de transport et le reversement de recettes Maintien en conditions opérationnelles de la solution constituée du SNM TU et de la plateforme nationale d'interopérabilité, à travers leur exploitation et leur maintenance (corrective et adaptative) ; Prestations de gestion de projet, d'exploitation fonctionnelle et d'administration associée de la solution ; Prestations d'assistance aux usagers de la solution et aux opérateurs de transport des réseaux
Tranche optionnelle n°1 (T01)	Enrichissement par le support du mode de validation par lecture de balise à valider
Tranche optionnelle n°2 (T02)	Enrichissement par la dématérialisation de titres au format NFC
Tranche optionnelle n°3 (T03)	Enrichissement de la gestion de la relation client du SNM TU par la mise en œuvre d'une centrale d'appel
Tranche optionnelle n°4 (T04)	Enrichissement du SNM TU par l'émission d'une carte bancaire de paiement dématérialisée dédiée à la mobilité

Le contenu précis de la tranche ferme et des tranches optionnelles est précisé à l'article 2.1 « structure du marché » du CCTP.

Il est conclu à prix mixte au sens des articles R.2112-6-1 et R.2112-6-2 du code de la commande publique.

Il comporte des prestations à prix forfaitaires indiquées dans les Décompositions des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) de la tranche ferme et des tranches optionnelles et des prestations à prix unitaires indiquées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) commun à la tranche ferme et aux tranches optionnelles.

Le présent marché public, pour sa partie à bons de commande est conclu avec un montant maximum global de 26 000 000 € HT pour la durée totale du marché.

3.4 ***Durée du marché***

Le marché public est conclu pour une période ferme de **48** mois (4 ans) (tranche ferme et tranches optionnelles comprises) à compter de sa date de notification.

Le marché public ne fait l'objet d'aucune reconduction.

3.5 ***Lieux d'exécution***

Les prestations pourront être effectuées majoritairement dans les locaux du titulaire.

Cependant, des prestations pourront se dérouler au siège de la DGITM à sa demande, 1 place Carpeaux, 92055 La Défense. Des déplacements limités en province pourront être envisagés. Les modalités de ces déplacements seront précisés lors de l'émission du bon de commande correspondant.

3.6 ***Variantes obligatoires***

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

3.7 ***Variantes à l'initiative des soumissionnaires***

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

3.8 ***Prestations supplémentaires éventuelles***

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

3.9 ***Considérations sociales***

Le présent marché public comprend un critère social comme condition d'exécution.

Il s'agit d'une Clause d'insertion par l'activité économique.

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

En complément, le présent marché public comprend également un critère social comme critère d'attribution.

3.10 *Considérations environnementales*

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant dans le marché des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Les éléments correspondant aux exigences de conception intransigibles sont inscrits dans le CCTP (Article 04.9.06)

En complément, le présent marché public comprend également un critère environnemental comme critère d'attribution.

3.11 *Traitement de données à caractère personnel*

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat,

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données :

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

3.12 *Secret des affaires*

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent marché.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en oeuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette obligation se poursuit à l'issue du marché entre l'acheteur et ce tiers.

Article 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 *Contenu des documents de la consultation*

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation et ses 3 annexes [documents séparés : le cadre de réponse comprenant la grille de déclaration des connaissances antérieures (Annexe 3), cadre de réponse type du mémoire technique (Annexe 1), Plan d'Assurance Qualité (PAS) type (Annexe 2)];

- l'acte d'engagement et son annexe relative à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- les décompositions des prix globaux et forfaitaires (DPGF) pour la tranche ferme et les quatre tranches optionnelles, annexes financières de l'acte d'engagement ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) commun à la tranche ferme, et aux quatre tranches optionnelles comportant le descriptif des prestations exprimé en unités d'oeuvre (UO), annexe financière de l'acte d'engagement ;
- le détail quantitatif estimatif (DQE) associé au BPU commun à la tranche ferme et aux quatre tranches optionnelles selon le scénario d'achat défini par l'acheteur (cette pièce non contractuelle sert à l'analyse des offres sur sa partie à bons de commande) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;

4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

4.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

4.2.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.
- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 50 Mo.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde papier / physique électronique

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « **Copie de sauvegarde** » ;
- **Intitulé de la consultation** ;
- **Nom ou dénomination du candidat.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Copie de sauvegarde du marché n° DGITM-SDMINT-02-2024

Objet: Marché public relatif à la conception, la mise en service, l'exploitation, la commercialisation et le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité du Service Numérique Multimodal Titre Unique (SNMTU) pour les phases d'expérimentation et de passage à l'échelle du projet Titre Unique "A n'ouvrir que par le destinataire"

Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires (MTECT)

Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM)

Sous-Direction Multimodalité, Innovation, Numérique et Territoires (SD-MINT)

Tour Séquoia

1 place Carpeaux

92055 La Défense Cedex

A l'attention de MME Mélanie VEISSIER

Copie de sauvegarde électronique

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

4.3 Echanges électroniques relatifs à la présente consultation

4.3.1 Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard le **19 août 2024 à 12 h.**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

4.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> jusqu'à dix (10 jours) avant la date limite de réception des offres.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile au plus tard **dix (10) jours** avant la date de réception des offres sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard **sept (7) jours** avant la date limite de réception des offres.

4.3.3 Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **sept (7) jours** avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

4.3.4 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **sept (7) jours** avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique. Les candidats sont informés en temps utile de la durée de cette prolongation.

Article 5 - CANDIDATURE

5.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

Conformément aux dispositions de l'article R2142-22 du code de la commande publique, aucune forme juridique déterminée n'est imposée par le Pouvoir Adjudicateur s'agissant des groupements d'opérateurs au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

Toutefois, au stade de l'attribution et conformément aux dispositions de l'article R2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur. La personne publique souhaite ainsi se prémunir contre les risques d'une défaillance éventuelle de l'un des membres du groupement sur toute la durée du marché.

Les candidats sont autorisés à candidater en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Toutefois, en application de l'article R2142-23 du code de la commande publique, un opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché public.

Il est rappelé que la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public (sauf dans les conditions évoquées à l'article R 2142-26 du Code de la Commande Publique).

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

5.2 *Motifs d'exclusion*

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

5.3 *Présentation de la candidature*

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2

5.3.1 Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

5.3.2 Candidature sous forme de DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

1. Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
2. Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

5.4 Niveaux minimaux de participation

L'acheteur ne fixe pas de niveaux minimums de capacités.

5.5 Tâches essentielles

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

5.6 Examen des candidatures

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public;

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurent incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur n'a pas fixé de minimums de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

5.7 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi;

- Si ces renseignements ne figurent pas au DC2, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement transmet les pièces ci-dessus.

5.8 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de l'article R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

5.9 Dispositions spéciales relatives à l'IMPI

La présente consultation est concernée par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI).

L'acheteur peut, à tout moment au cours de la procédure de passation de marchés publics, demander à l'opérateur économique de clarifier ou de compléter les informations ou les documents liés à la vérification de son origine dans un délai approprié.

Lorsque l'opérateur économique ne fournit pas ces informations ou ces documents sans apporter d'explication raisonnable, empêchant ainsi l'acheteur de vérifier son origine ou rendant cette vérification pratiquement impossible ou très difficile, cet opérateur économique est exclu de la participation à la présente procédure de passation de marché public.

Article 6 - OFFRE

6.1 Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

1. le mémoire technique complété par le soumissionnaire et répondant au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont le cadre de réponse est présenté en Annexe 1 du présent RC.
2. l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ;
3. l'annexe à l'acte d'engagement pour la mise en œuvre de la clause sociale dûment complétée, datée et signée ;
4. le bordereau de prix unitaires (BPU) commun à la TF et aux TO dûment complété, daté et signé aux formats excel et PDF ;
5. les décompositions des prix globaux et forfaitaires de la TF et des TO dûment complétées, datées et signées (DPGF) aux formats excel et PDF ;
6. le détail quantitatif et estimatif associé au BPU commun à la TF et aux TO dûment complété, daté et signé (DQE) aux formats excel et PDF ;
7. la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement dûment complétée, datée et signée ;
8. la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises ;
9. **les plans-types** des documents suivants :
 - Plan d'assurance qualité (PAQ)

- Plan d'assurance sécurité (PAS), basé sur le PAS type transmis en Annexe 2 du présent RC ;
- Plan de continuité d'activités (PCA)
- Plan de reprise d'activités (PRA)

10. Le cadre de réponse concernant la grille de déclaration des connaissances antérieures relatif à la propriété intellectuelle complété en Annexe 3 du présent RC ;

11. Une version initiale du référentiel des risques projet et des actions de maîtrises associées.

6.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

6.3 Critères d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée, après analyse, en fonction des critères et sous-critères pondérés suivants :

Critère	Sous-critères	Points d'attention dans l'analyse des offres	Note
1. Prix de la partie forfaitaire des prestations à partir du DPGF de la Tranche ferme, des DPGF des Tranches optionnelles, et du DQE de la TF et des TO			/35
Valeur technique			/65
	Adéquation de la solution du soumissionnaire aux fonctionnalités demandées dans le CCTP	<ul style="list-style-type: none"> - Compréhension des enjeux et des besoins liés au marché sur les différents domaines d'application, - Adaptabilité (évolutivité fonctionnelle, montée en charge), - Interfaçage avec les applications mobiles tierces, intégration avec les briques de distribution tierces 	/15
	Méthodologie et adéquation des moyens humains au marché	<ul style="list-style-type: none"> - Référentiel des risques et actions de maîtrise associées ; - Méthodologie agile proposée par le soumissionnaire (rythme des cycles, sollicitation de la DGITM, processus de tests et livraisons), 	/15

		<ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie d'accompagnement des AOM, opérateurs de mobilité, équipe du point d'accès national pour l'intégration technique, organisationnelle et conventionnelle de nouveaux territoires pilotes dans la solution Titre Unique, - Clarté et précision dans les modalités d'exploitation : accompagnement à la commercialisation, assistance aux usagers et aux référents des réseaux de transport, - Organisation et méthodologie pour la gestion du reversement des recettes, - Méthodologie d'accompagnement pour l'intégration des API et SDK par des FSNM tiers, - Organisation, compétences et expérience des intervenants proposés pour l'exécution du marché 	
	Degré d'ouverture de la solution et traitement de la réversibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de transférabilité de la Solution Titre Unique à la DGITM ou à un tiers, à l'issue du marché (cf grille de réponse) - Modalités de transfert de la Solution Titre Unique vers un hébergement tiers (cloud public contractualisé par la DGITM), durant le marché - Modularité des briques fonctionnelles (indépendance des briques entre elles), - Utilisation de standards et formats normalisés pour les différentes interfaces internes et externes mises en œuvre par la Solution Titre Unique : méthodologie concernant l'utilisation d'un format normalisé pour l'intégration de la gamme tarifaire et pour des API de distribution 	/15
	Proposition de valeur pour un Produit Minimum Viable (MVP)	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnalités, cohérence du parcours client du périmètre proposé par le Candidat pour le MVP ; - Optimisation du calendrier permettant une mise en service du MVP (entre la notification du marché et l'admission suite à la vérification d'aptitude) dans un temps réduit ; - Précision sur la base des UO proposés dans les bons de commande du chiffrage du MVP proposé par le soumissionnaire 	/10
	Compétences informatiques / caractère industriel de la solution technique	<ul style="list-style-type: none"> - Facilité de gestion des données, des rapports d'activité et des indicateurs clés : rapports préconstruits, autonomie des acteurs à construire de nouveaux rapports, données consultables par les acteurs des territoires pilotes, capacité à générer des rapports selon de multiples critères (AOM, opérateur de transport, type de produit tarifaire, distributeur, période, indicateur ...) - Qualité de la solution SNM TU (structuration du modèle de données, fonctionnalités de consultation) pour garantir le secret des affaires (confidentialité à assurer entre AOM, entre opérateurs de transport ...), la 	/5

		protection des données à caractère personnel (RGPD, Privacy by Design et Privacy by Default), la sécurisation des données (Security by Design)	
	Responsabilité sociale des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> - Solutions proposées par le candidat pour mettre en place des mécanismes pour mesurer et publier l'empreinte environnementale de la solution ; - Autres solutions proposées par le candidat pour améliorer l'accessibilité et l'inclusivité du projet au-delà des exigences minimales fixées. 	/ 5

6.4 Méthode de notation des offres

Méthode de notation du critère 1 « Prix » (35% de la note globale) :

Le critère 1. sera apprécié au regard de l'offre de prix proposée par le soumissionnaire et dûment indiquée dans les bordereaux des prix (DPGF de la TF et des TO, BPU commun à la TF et aux TO). Les offres de prix sur la partie BPU commun à la TF et aux TO, seront comparées sur la base du scénario d'achat à partir des quantités indiquées dans le DQE.

Les montants pris en considération seront les prix indiqués dans les bordereaux des prix (DPGF de la TF et des TO, BPU commun à la TF et aux TO) et s'entendent toutes taxes comprises (TTC).

Dans l'hypothèse où le soumissionnaire n'est pas soumis à la TVA en France ou est soumis à une TVA réduite, celui-ci joindra aux annexes financières produites au titre de son offre, une note justifiant du régime fiscal lui étant applicable dans le cadre de l'exécution du marché, accompagné de justificatifs.

Une erreur matérielle (erreur de multiplication dans le DQE notamment) pourra se régulariser sur demande du RPA en adressant le fichier rectifié alors que l'absence de prix dans un bordereau ne pourra se régulariser et l'offre ne pourra être analysée.

La formule utilisée pour la notation du critère prix sera :

Note de l'offre (entre 0 et 35) = $15 - 15 * [(offre(TF) - offre\ mini(TF)) / (offre\ max(TF) - offre\ mini(TF))] +$

$15 - 15 * [(offre(DQE) - offre\ mini(DQE)) / (offre\ max(DQE) - offre\ mini(DQE))] +$

$5 - 5 * [(offre(TO) - offre\ mini(TO)) / (offre\ max(TO) - offre\ mini(TO))]$

Avec :

offre (TF) : le montant issu du DPGF de la TF de l'offre du Soumissionnaire

offre mini (TF) : le montant issu du DPGF de la TF de l'offre du Soumissionnaire le moins cher

offre max (TF) : le montant issu du DPGF de la TF de l'offre du Soumissionnaire le plus cher

offre (DQE) : le montant issu du BPU commun de la TF et des TO

offre mini (DQE) : le montant issu du BPU commun de la TF et des TO de l'offre du Soumissionnaire le moins cher

offre max (DQE) : le montant issu du BPU commun de la TF et des des TO de l'offre du Soumissionnaire le plus cher

offre (TO) : le montant additionné des DPGF des TO

offre mini (TO) : le montant additionné du DPGF des TO de l'offre du Soumissionnaire le moins cher

offre max (TO) : le montant additionné du DPGF des TO de l'offre du Soumissionnaire le plus cher

Note critère 1 : note obtenue selon la formule de notation

Méthode de notation du critère 2 «Valeur Technique » (65% de la note globale) :

Le critère 2 sera apprécié au vu du mémoire technique, selon les sous critères exprimés au §6.3.

NB : si l'offre ne comporte aucun des éléments relatifs à l'appréciation de l'un des sous critères énumérés ci-dessus, elle sera déclarée irrégulière et traitée selon les modalités décrites aux articles R.2152-1 et 2 du code de la commande publique susmentionné.

Chaque sous-critère fait l'objet d'une évaluation en attribuant des notes en cohérence avec l'échelle de notation suivante. Chaque notation peut être une appréciation intermédiaire entre les valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous au regard des éléments présentés par le soumissionnaire :

Note	aucun élément pertinent pour l'analyse de l'offre	Insuffisant	Moyen	Bon	Très bon	Excellent
Adéquation de la solution du soumissionnaire aux fonctionnalités demandées	0	3	6	9	12	15
Méthodologie et adéquation des moyens humains au marché	0	3	6	9	12	15
Proposition de valeur pour un Produit Minimum Viable (MVP)	0	2	4	6	8	10
Compétences informatiques / caractère industriel de la solution	0	1	2	3	4	5

technique						
Degré d'ouverture de la solution et traitement de la réversibilité	0	3	6	9	12	15
RSE	0	1	2	3	4	5

Note critère 2 = somme des points attribués pour chaque sous-critère

6.5 ***Durée de validité des offres***

Les offres sont valables 180 jours (6 mois) à compter de la date limite de remise des plis.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

6.6 ***Audition des soumissionnaires***

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser des auditions avec l'ensemble des soumissionnaires ayant présenté une offre, et dont l'offre n'aurait pas été déclarée inappropriée, irrégulière ou inacceptable (cf. Article 6.2 du présent règlement de la consultation).

Cette audition est une possibilité, le Pouvoir Adjudicateur pouvant également se réserver la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres transmises sans audition.

L'audition permet seulement aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Il ne s'agit pas d'une négociation et les soumissionnaires ne sauraient en aucun cas être invités à remettre une nouvelle offre après l'audition.

Les auditions se dérouleront dans les locaux de la DGITM, 1 Place Carpeaux, 92055 La Défense et auront une durée de 1h30 par soumissionnaire.

Article 7 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

7.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir:

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTR11) et ses éventuelles annexes, à compléter et à signer, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques;
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement;
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques);
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci;
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun;
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés;
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du Code de la Commande Publique (CCP);
- **Ou le cas échéant, lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Un extrait du registre pertinent au sens du IV de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 (de moins de 3 mois)
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE);
- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :

- certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de moins de 6 mois
 - certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance de moins de 6 mois
 - pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établie dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
 - **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale;
 - **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;
 - **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :
 - a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
 - b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L.1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.
 - **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement

7.2 **Interdiction d'attribution**

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

7.3 **Mise au point**

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché public.

7.4 Signature du marché

Le marché est signé électroniquement par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE"

Article 8 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français. Les documents non traduits ne seront pas analysés par le pouvoir adjudicateur. En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 9 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30322
95027 CERGY-PONTOISE Cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 10 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

10.1 Généralités

La signature des pièces pour lesquelles cela est requis n'est exigée que de l'attributaire pressenti, à la demande de l'acheteur.

Le soumissionnaire n'est donc pas tenu de signer son offre au moment de sa remise. Cependant, le seul dépôt de l'offre, même non signée, vaut engagement de la part du soumissionnaire à signer ultérieurement le marché qui lui sera attribué.

Chaque soumissionnaire peut toutefois souhaiter signer les pièces remises lors du dépôt de son offre.

La signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le soumissionnaire. Cette personne est:

- Soit le représentant légal du soumissionnaire,
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du soumissionnaire (le soumissionnaire doit joindre la délégation correspondante)

La signature du marché peut être électronique ou manuscrite. Toutefois, la signature électronique est à privilégier.

10.2 Signature électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/22/ECOM1830224A/jo/texte>), le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- La signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- La signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-signature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

10.3 Rematéralisation et signature du marché

Si l'attributaire pressenti est dans l'incapacité avérée de pouvoir signer son offre de façon électronique, l'acheteur est susceptible d'exiger la rematéralisation du marché avant sa signature manuscrite en original.

A cet effet, l'acheteur invitera l'attributaire pressenti à transmettre les documents concernés, sous forme papier, par voie postale, à une adresse indiquée dans la lettre portant décision d'attribution. Les documents concernés devront être signés de façon originale manuscrite.

a) Réponse dématérialisée non signée électroniquement

Dans cette hypothèse, l'attributaire sera invité, avant signature par l'acheteur, à fournir un exemplaire physique de chacune des pièces constitutives de la candidature et de l'offre pour lesquelles une signature originale est requise.

La signature originale apposée sera alors une signature manuscrite émanant d'une personne habilitée à engager le soumissionnaire.

b) Réponse dématérialisée signée avec un certificat valide

Dans cette hypothèse, seul le document valant acte d'engagement sera rematéralisé et devra être signé manuscritement par une personne ayant capacité à engager le soumissionnaire.

Article 11 - AMENAGEMENTS EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

En cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence déclarée en cours de consultation, l'acheteur peut aménager certaines modalités de mise en concurrence dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et après information des candidats ou soumissionnaires dans les meilleurs délais.

L'acheteur s'assure également de leur possibilité de poursuivre la procédure selon les nouvelles modalités fixées.

Les aménagements concernent :

- L'organisation des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment) au profit des réunions en présentiel ;
- Certaines réunions sont réalisées en présentiel. Dans un contexte de crise sanitaire éventuel, on peut imaginer que ces réunions soient organisées en distanciel ;
- Les modalités de signature pour lesquelles l'acheteur peut accepter des documents signés de manière manuscrite et scannés, si le candidat ou le soumissionnaire est dans l'impossibilité de procéder à la signature électronique. Une fois l'évènement perturbateur terminé, les originaux signés sont transmis dans les meilleurs délais à l'acheteur afin d'établir une preuve parfaite des engagements contractuels.